

LA LETTRE DU HERISSON

BIMENSUEL N° 14 ~ 15 DEC 84

joyeux

noël...

et
bonne,
année!



SOMMAIRE

EDITORIAL	P 3
CHASSE : D'UN SONDAGE L'AUTRE.....	P 4/5
UNE GRANDE PREMIERE	P 5
LES CHASSEURS ET LES GARDES DE CHASSE DE L'ONC	P 6
PECHE : QUESTIONS ECRITES/ ASSEMBLEE NATIONALE	P 6
AGRICULTURE : VITICULTURE MODERNE	P 7/8
FAUNE : GROUPE OURS.....	P 9
LA FAUNE ET LA GRANDE SECHERESSE EN AFRIQUE	P 10/11
MILIEUX NATURELS : CAMPAGNE DE SAUVEGARDE DES MILIEUX NATURELS....	P 12
LISTE DES RESERVES NATURELLES EN FRANCE	P 13
EQUIPEMENT : NON ET NON AUX DEPOSES DE SKIEURS EN HELICOPTERE	P 14
PISTE EN TERRE ADELIE	P 14
POLLUTION : COMPTE RENDU DE LA CONFERENCE DE BREME	P 15/16
LA CATASTROPHE DE BHOPAL	P 16
QUESTIONS ECRITES CONCERNANT LA POLLUTION	P 16/17/18
RESEAU COMMUNICATION : CERCLE VICIE(UX).....	P 18
LES MEDIAS QU'EST-CE QUE C'EST ?.....	P 19/20
REUNION PLENIERE DU RESEAU 19-20.01.85	P 20/21
TOURISME : LES CHARTES INTERCOMMUNALES DE DEVELOPPEMENT	P 22
MINISTERE : DECLARATION D'HUGUETTE BOUCHARDEAU (TUC)	P 22/23
ENVIRONNEMENT : MINISTERE (PERSONNEL).....	P 23
VIE ASSOCIATIVE : UNE BONNE IDEE (SEPNB)	P 23/24
OFFREZ UN POSTER	P 24
STAGES DOCUMENTATION	P 25
FORMATION FESPN	P 26

La lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : Y. BENASSI

Rédaction : F.F.S.P.N - 57, rue Cuvier - 75231 PARIS Cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES
8, Villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE

éditorial

TROP, C'EST TROP....

EN QUELQUES JOURS, SONT TOMBÉS SUR LE DOS DE LA FÉDÉ-PARIS :

- LE PROBLÈME DE LA DÉPOSE EN HÉLICOPTÈRE ET DES MICROCENTRALES (DISCUSSION AU SÉNAT DE LA LOI MONTAGNE) D'OÙ COMMUNIQUÉS, INTERVENTIONS...
- LES CONTACTS URGENTS À PRENDRE DE TOUTS BORDS SUR LA QUESTION DES PLUIES ACIDES ET DE PLOMB DANS L'ESSENCE, NOMINATION D'UN MONSIEUR "PLUIES ACIDES" PAR LE PREMIER MINISTRE ; VISITE D'UNE DÉLÉGATION DE PARLEMENTAIRES ALLEMANDS À PARIS, COORDINATION DE L'ACTION DES ASSOCIATIONS DE LA FFSPN, NÉCESSITÉ DE LANCER UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION DE L'OPINION PUBLIQUE, ETC....
- LE CHOC DES TUC...
- L'ABOUTISSEMENT D'UNE PREMIÈRE PHASE DE LA CAMPAGNE POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATUREL EN TERRE ADÉLIE (ENVOI AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'UNE PREMIÈRE LISTE SYNTHÉTIQUE DES SIGNATAIRES DU MANIFESTE, COMMUNIQUÉS DE PRESSE, ENVOI AUX JOURNAUX RÉGIONAUX ET NATIONAUX DE CETTE LISTE),
- L'ANNONCE DE L'ANNULATION PAR LE CONSEIL D'ÉTAT, APRÈS UN JUGEMENT SUR LE FOND, DES ARRÊTÉS AUTORISANT LA CHASSE À LA TOURTERELLE EN GIRONDE EN 1983,

LE TOUT SUR FOND DE PRÉOCCUPATIONS QUOTIDIENNES... CAMPAGNE "SAUVEGARDE DES MILIEUX NATURELS", PROBLÈME OURS, DISCUSSIONS SUR LA RÉORGANISATION DE LA CHASSE, PRÉPARATION DE L'AG 85, CAMPAGNE PROMOTION. -PRODUITS FFSPN, RÉUNIONS DIVERSES....

LA PETITE ÉQUIPE DE LA MAISON DE CHEVREUL, PERMANENTS COMME BÉNÉVOLES, NE SAIT PLUS OÙ DONNER DE LA TÊTE. LES MACHINES À ÉCRIRE, LA PHOTOCOPIEUSE, LE TÉLEX, LE TÉLÉPHONE, SURCHAUFFÉS, CRIENT GRÂCE !

ALORS, NE NOUS EN VEUILLEZ PAS TROP SI, LORSQUE DU NOUVEAU ARRIVE, PAR SURCROÎT, NOUS AVONS DU MAL À SUIVRE... TROP, C'EST TROP !

J.P. RAFFIN

P.S : EN PLUS, UNE LETTRE DU HÉRISSON À SORTIR AVANT NOËL!!!

chasse

D'UN SONDAGE L'AUTRE....

1977

1000 personnes interrogées (SOFRES) dont 12% ayant chassé ou chassant encore (Le Pèlerin, 4 septembre 1977)

- . 16% : il faudrait interdire la chasse purement et simplement
- . 57% il faudrait limiter plus strictement la chasse
- . 20% : la situation actuelle est satisfaisante

1978

1050 personnes interrogées (Publimètrie) (Le Quotidien de Paris 23 Février 1978)

- . 47% n'approuvent pas la chasse telle qu'on la pratique en France (dont 23% de chasseurs)
- . 57% favorables à la possibilité pour les propriétaires non-chasseurs d'interdire la chasse partout en France sur leurs terrains quelle qu'en soit la superficie.

Quiselon vous devrait être associé en priorité par les pouvoirs publics à la gestion de la nature et de la faune ?

- . les associations de protection de la nature 31%
- . les associations de chasseurs 6%
- . les deux à part égale 50%

1980

957 personnes interrogées (INFOP) (La Vie des 2-8 octobre 1980)

.32% tout à fait d'accord pour une suppression complète de la chasse en France

- . 18,2% plutôt d'accord
- . 18,3% plutôt pas d'accord
- . 22,3% pas du tout d'accord

1981

1002 personnes interrogées (Indice Opinion) dont 14% ayant chassé ou chassant encore (Le Quotidien de Paris des 3 et 4 octobre 1981)

. la chasse est une activité humaine traditionnelle qu'il faut conserver à tout prix :

45% pas d'accord

- . la chasse en France se pratique dans le respect des grands équilibres naturels :

48 % pas d'accord

- . La chasse ressemble trop souvent à un massacre organisé et réservé à des amateurs fortunés :

67 % d'accord

- . la chasse entraîne la disparition de certaines espèces :

73 % d'accord

- . La chasse devrait être plus sévèrement réglementée :

79 % d'accord

- . l'organisation de la chasse en France devrait s'effectuer en accord avec les sociétés de protection de la nature :

84 % d'accord

- . il y a trop de chasseurs par rapport à la quantité de gibier disponible :

67 % d'accord

- Qui fait le plus pour la protection de la faune sauvage ?

	Classement en 1er	Classement en dernier
Association de protection de la nature	64 %	0%
Mouvement écologique	18 %	4%
Les chasseurs	7 %	28%
L'administration	2 %	8%
Le gouvernement	2 %	12%
Les partis politiques	1%	34%

1984
1000 personnes interrogées (Centre de Communication Avancée) dont 100 chasseurs (suréchantillon) septembre 1984.

- . 77% des non-chasseurs ne chasseront jamais à aucun prix

- . pour protéger le gibier et la faune sauvage et faire en sorte que la chasse se passe le mieux possible, font confiance :

- aux gardes chasses	80,9%
- aux écologistes	75,5%
- aux élus locaux	45 %
- aux chasseurs eux-mêmes	44,5%
- à l'administration	32,6%

	d'accord	pas d'accord
-on devrait faire des lois plus sévères pour obliger les chasseurs à respecter d'avantage la nature et les espèces sauvages	90 %	10 %
-Il y a plus de bons que de mauvais chasseurs	41,2 %	56,38%
-les chasseurs contribuent à la protection de l'environnement	46,3%	52,2%
-compte tenu de tous les abus passés, les chasseurs ont des efforts à faire pour se rapprocher des associations de protection de la nature	91 %	8,3 %
- quant il y a des chasseurs dans une forêt, on n'ose plus aller s'y promener de peur de prendre un coup de fusil	79,2%	20,7%
-les écologistes doivent sortir de leur isolement et se rapprocher des chasseurs qui connaissent bien la nature	77,4%	22,2%
- il faudrait interdire la chasse	20,9 %	78,8%
- c'est criminel de tuer des animaux sans défense	52 %	47,2%
. qu'est ce que représente la chasse en France aujourd'hui ?		
- une activité archaïque dépassée, qui n'a plus de raison d'être	26,9 %	
- un sport de luxe réservé à des privilégiés:	43,4%	
- une boucherie nuisible à la faune sauvage :	44,9%	
- un défoulement pour ceux qui ont envie de jouer à la guerre :	47 %	
- le dernier vrai contact de l'homme civilisé avec la nature sauvage :	48,7 %	

UNE GRANDE PREMIERE

LE CONSEIL D'ETAT RECONNAIT LA NÉCESSITÉ D'UNE GESTION INTERNATIONALE DES OISEAUX MIGRATEURS.

Sur requête de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature (FFSPN), de la Société Nationale de Protection de la Nature (SNPN) et de la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO), qui avaient pour avocat Maître Jean Michel-ROCHE, le Conseil d'Etat vient d'annuler les arrêtés autorisant en Gironde la chasse à la tourterelle en mai 1983.

De longue date, les associations de protection de la nature se sont élevées contre la chasse d'oiseaux en période de reproduction ou le long de leur trajet de retour depuis les zones d'hivernage vers leurs sites de nidification. Elles ont obtenu, avec la Direction Européenne sur la protection des oiseaux, un premier pas vers la gestion internationale des migrateurs.

Malgré ce texte, la chasse à la tourterelle, au mois de mai, période pendant laquelle cette espèce migre d'Afrique vers le Nord de l'Europe, a été autorisée en 1982, 1983 et 1984.

Le Conseil d'Etat, dans les attendus de son arrêt, a constaté que "les dispositions réglementaires (NDLA : ouverture de cette chasse) ont été prises en méconnaissance des objectifs définis par la Directive Européenne sur la protection des oiseaux".

Les associations de protection de la nature expriment leur satisfaction de voir que, pour la première fois, le Conseil d'Etat reconnaît la nécessité pour le gouvernement français de respecter ses engagements en matière de gestion d'un patrimoine international. Parmi les conséquences les plus importantes de cet arrêt, il faut noter qu'il rend impossible l'ouverture de la chasse à la tourterelle en mai 1985.

Paris, le 13.12.1984

LES CHASSEURS ET LES GARDES-CHASSE DE L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE

LES 3 DERNIERS MOIS, 2 INCIDENTS DRAMATIQUES
ONT MIS LA CHASSE AU 1er PLAN DE L'ACTUALITE

- DANS LE VAR, UN HABITANT, OPPOSANT A LA
CHASSE EST ABATTU PAR 2 CHASSEURS,
- DANS LES ARDENNES, UN GARDE-CHASSE EST
ASSASSINE PAR 2 BRACONNIERS.

Ce deuxième assassinat concernait un garde
qui avait pris contact avec le Syndicat National
de l'Environnement-CFDT 72 heures plus tôt pour
l'alerter sur les problèmes de sécurité posés par
les opérations anti-braconnages.

Il ne s'agit pas de jeter l'opprobre sur la com-
munauté des 1 800 000 chasseurs qui ne peuvent
être assimilés, comme cela a été fait, à la mi-
norité d'irresponsables qui agit en son sein.
De telles positions créent des réactions passion-
nelles totalement stériles.

Le SNE-CFDT est prêt à surmonter les rancoeurs
actuelles à l'égard des Présidents de Fédérations
de chasseurs pour les rencontrer et mettre à
plat les divergences, avec la volonté de les sur-
monter. La guérilla actuelle ne peut plus durer.
De leur côté, les dirigeants de la chasse doi-
vent :

- cesser les attaques incessantes envers le per-
sonnel de garderie, qui encomrent les articles
de la presse cynégétique officielle,

- admettre la nécessité d'une modernisation des
relations sociales et professionnelles au sein de
fédérations de chasseurs et de l'Office National
de la Chasse, modernisation qui est la condition
préalable à toute concertation et qui n'a pour
but que de mettre le monde de la chasse au ni-
veau des règles instituées pour le secteur privé
comme pour le secteur public.

Si, de part et d'autre, ces dispositions sont
adoptées, rien ne s'opposera plus à ce que les
problèmes de la chasse soient posés de manière
sereine et civilisée, en dépit des divergences
profondes qui, nous n'avons pas la naïveté de
le croire, ne disparaîtront pas en un jour.

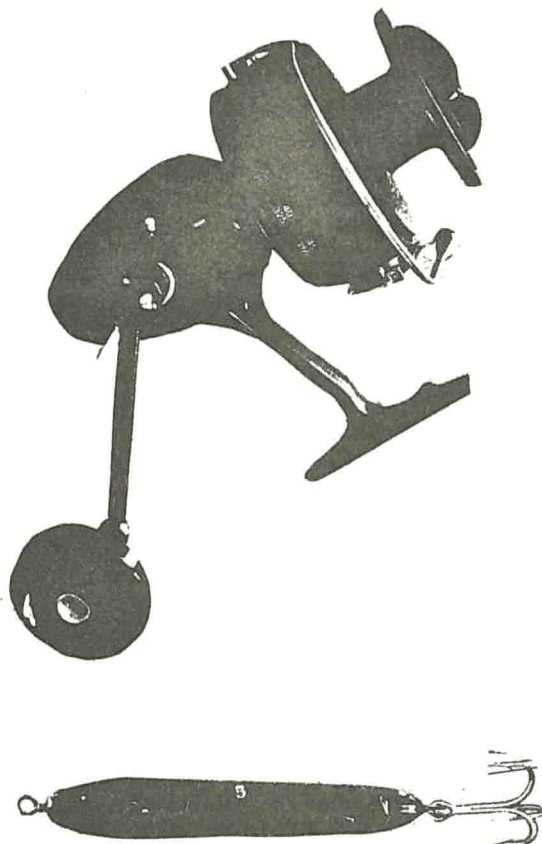
B. LEULIET
Secrétaire de la branche
chasse SNE-CFDT
Dommartin-Lettrée
51320 SOMPUIS

Chasse et pêche (personnel).

54950. — 27 août 1984. — M. Michel Sapin appelle l'attention de
Mme le ministre de l'environnement sur les problèmes que
rencontrent les personnels du Conseil supérieur de la pêche. Il lui
demande quelles sont les mesures susceptibles d'être prises pour que la
titularisation de ces personnels puisse être effective dès 1985 et pour que
dans un premier temps les personnels du Conseil supérieur de la pêche
soient affiliés à un régime de retraite couvrant les agents de l'Etat.

Réponse. — La mise en œuvre de la titularisation des agents du
Conseil supérieur de la pêche est actuellement à l'étude dans le cadre du
reclassement des gardes-pêche et personnels au sein des nouveaux corps
d'agents techniques de l'environnement. Il est envisagé que les agents
contractuels de l'établissement soient soumis au régime de retraite
garanti par l'Institution de retraite complémentaire des agents non
titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (I.R.C.A.N.T.E.C.) qui
préserve tous les droits en cours d'acquisition et les droits acquis.

Source : Journal Officiel- débats parlementaires
Assemblée Nationale- Questions écrites
3.12.84



agriculture

VITICULTURE MODERNE : MECANISATION ET CHIMIE

20 ans après les autres grandes productions agricoles, la viticulture, à son tour, vit une période de pleine mutation comme viennent de le montrer les toutes récentes vendanges : mécanisation à outrance, règne de la chimie et vinification scientifique.

Une véritable révolution qui entraîne, là aussi, des effets pervers sur le milieu, bouleverse des traditions et soulève parfois chez les vignerons eux-mêmes de douloureux cas de conscience.

LA HOTTE DU VENDANGEUR AU MUSÉE

Le phénomène peut être le plus symbolique de cette évolution est la disparition progressive de la grande fête des vendanges. La machine qui a remplacé les cris et les rires d'autrefois dans la moitié du vignoble français gronde dans les rangées, bat les grappes, récolte les grains mûrs sur un tapis roulant. Intelligente, elle éjecte feuilles et autres objets indésirables et laisse les mauvais grains sur la rafle.

Mécanique miracle, la machine remplace, à elle seule, une troupe de 50 à 80 vendangeurs avec une souplesse d'utilisation meilleure, et moins chère. "De toutes façons, l'esprit des vendanges n'y était plus. Il y avait de plus en plus de problèmes, de comportements regrettables", assure comme pour se justifier, ce propriétaire du saint-émilionnais.

Les premiers temps de la vendange mécanique ont pourtant connu quelques déboires. Raisins éclatés oxydation prématurée avant l'arrivée au cuvier, et ceps blessés. Les derniers modèles de machines se sont bien améliorés et les viticulteurs les plus réticents mettent aujourd'hui, à leur tour, la hotte des vendanges au musée.

Font encore exception dans le bordelais, pour raison de prestige, des crus célèbres et les somptueux sauternes blancs liquoreux, notamment le célèbre château Yquem, qui exigent la cueillette, à la main, de grains "confits" par la pourriture dite "noble".

DES PLANTEURS AU LASER

Il y a moins de 20 ans, le cheval ou le boeuf tirait encore la charrue dans les vignes et donnait son engrais naturel. La motorisation a chassé l'animal et le vignoble a su s'adapter.

Tracteurs à enjambeur, écimeuses automatiques, pulvérisateurs pneumatiques, décavaillonneurs, prétailleuses, poudreuses à variateur, ébourgeonneurs, broyeuses, presses à sarments, sécateurs hydrauliques, planteuses au laser et au radar. Ces dernières, dans une rectitude absolue, enfouissent d'un coup les alignements de jeunes plants, les arrosent et enfoncent leurs tuteurs.

L'invasion mécanique a chassé les ouvriers de la vigne et accéléré le départ de viticulteurs surendettés. Elle a aussi, souvent, modifié le paysage du vignoble en exigeant des plantations et des rangées moins serrées pour laisser passer la machine.

Meilleur rendement, mais, en contre-partie, moindre qualité ? "C'est bien connu, le bon vin vient d'une vigne qui souffre", disent beaucoup de viticulteurs. La tendance, facilitée par du nouveau matériel réduit, est, d'ailleurs, vers un retour au vignoble traditionnel, plus serré, sans aller, toutefois, jusqu'aux 10 à 12 000 pieds l'hectare des très grands "châteaux".

LA CHIMIE REINE

L'autre grand tournant, c'est celui de la chimie. Autrefois, la vigne souffrait de deux grands maux : le mildiou et l'oidium. Pour les traiter, du soufre et du cuivre (la bouillie bordelaise) à coups de "poudrette", puis sont apparus les premiers produits de synthèse.

Depuis, c'est l'engrenage. Le viticulteur se voit proposer des centaines de produits que lui offre la publicité : insecticides, fongicides, acaricides, nématicides, herbicides. Dans les vignes s'activent des sortes de martiens encapuchonnés et portant des masques à gaz. Après leur passage, on récolte les cadavres des oiseaux.

Toutes ces manipulations dangereuses pour l'homme suscitent aussi, depuis quelque temps, des réactions bizarres de la plante.

.../

Les maladies, en effet, se multiplient et sont de plus en plus difficiles à traiter, comme l'oidium et le mildiou qui sont toujours là. Alors, contre l'excoriose, le black rot, le brenner, le botrytis, l'esca, les viroses... on augmente les doses.

Les insectes ravageurs pullulent : tordeuses de la grappe, cicadelles, pyrales et, surtout les acariens, minuscules araignées jaunes et rouges qui se transforment en "mutants" récalcitrants aux acaricides les plus violents.

Devant toutes ces "résistances", la science a fait encore un pas en avant en créant les "systémiques". Cette fois, le produit passe à l'intérieur de la plante et coule directement dans la sève. La Sepanso, association de protection du sud-ouest, redoute, dans un récent rapport, "les conséquences de cette course aux produits" et demande que soit rapidement menée "une enquête épidémiologique sérieuse".

DÉSHERBAGE ET ÉPAMPRAGE CHIMIQUE

Le désherbage, ou l'épamprage chimique, est une technique plus récente. Elle permet de laisser en non-culture le sol du vignoble traditionnellement objet de soins attentifs. Le sol est comme bétonné et facilite le passage des engins lourds.

"On pense d'abord que c'est une saloperie mais, quand on a la preuve que la vie microbienne est maintenue, on y vient", assure le régisseur d'un célèbre 3ème cru classé du Médoc, reconnaissant que la méthode lui permet de gagner un tiers sur ses dépenses d'entretien.

En attendant, il surveille, dans les rangées, les premières apparitions de plantes résistantes à la chimie : amarante, liseron, setaire, chiendent, garance, preles, renouées... La course aux nouvelles molécules est engagée dans les laboratoires contre ces adventices et, le vignoble champenois, précurseur de la méthode de non-culture, se demande s'il ne va pas devoir l'abandonner.

LA FERMENTATION SALVATRICE

L'utilisation intensive de la chimie, malgré les assurances, officielles et des fabricants, de non-nocivité, laisse planer sur la viticulture des "zones d'ombre" que l'on reconnaît avec une certaine réticence à l'Institut technique du vin de Bordeaux.

Pour un ancien directeur de recherche à l'INRA, M. Francis CHABOUSSOU, cette abondance chimique suscite les mauvaises humeurs de la vigne en "transformant son métabolisme". "Quand on vise le parasite, c'est la plante qui est atteinte et qui réagit", écrit-il dans son livre "les plantes malades des pesticides".

Des traces de pesticides sont notoirement retrouvées dans le moût après la récolte, mais la "fermentation alcoolique est là, heureusement pour tout nettoyer", rassure, en conclusion, un viticulteur industriel des Graves.

OÙ SONT LES CHAIS D'ANTAN ?

Nettoyé, nickelé, presque aseptisé, le chais du vigneron moderne laisse, loin derrière lui, les images d'un folklore disparu. Le pressoir est devenu une grosse bête plastifiée horizontale avec tableau de bord de contrôle. La cuve de fermentation en inox surveille automatiquement les températures. Les cuves de vieillissement sont en ciment laqué et celles de stockage sont de hauts cylindres brillants en plein air. Le vigneron, dans son chais, est devenu oenologue.

La science, pourtant, ne remplace pas les bienfaits d'un séjour prolongé dans un fût de chêne neuf. Un luxe que seuls peuvent s'offrir aujourd'hui les plus "grands" et qui donne les superbes vins racés, vieillis, au tanin subtil, charpentés et longs en bouche.

Les pratiques de vinification moderne assurent, au contraire, des vins légers et gouleyants, destinés à une vente rapide. Des vins que les spécialistes certifient de bonne qualité mais sans prétention excessive et avec le risque d'un goût banalisé pour les plus modestes.

Article offert gracieusement par F. PARISOT
(A.F.P.)

faune

GROUPE OURS

Un an après la création du Groupe Ours, nous devons dresser un premier bilan des différentes actions et démarches entreprises.

La mise en place du "plan Ours" au niveau ministériel et l'affectation en 1984 de 2 millions de francs constituent un élément déterminant.

Nous soulignons une nouvelle fois le caractère positif de cette mesure qui est venue concrétiser les efforts de ceux qui, depuis des années, militent activement pour la protection de l'Ours.

A partir de ce plan, des actions de sensibilisation ont été conduites et l'aide au pastoralisme s'est accrue.

Par contre, et c'est le côté négatif du bilan, la mise en place sur le terrain de mesures pratiques rencontre d'importantes difficultés :

- Blocage au niveau d'un certain nombre d'élus locaux qui, pour des raisons diverses (et rarement désintéressées) s'opposent par principe au plan Ours,
- Mauvaise "coordination" entre les propositions et/ou les exigences du plan Ours, et l'exploitation forestière au sens large du terme.

Voilà très schématiquement comment la situation se présente aujourd'hui en novembre 1984.

L'état de grâce étant passé (je parle de celui provoqué par l'annonce de la mise en place du plan Ours), nous devons reconnaître que notre combat est loin de se terminer et que rien n'est encore gagné.

Mais nous devons aussi être réaliste. Il ne fallait pas s'attendre à ce que toutes les difficultés soient écartées simplement en donnant une raison nationale à ce problème.

En conséquence, nous ne devons surtout pas baisser les bras car les clés de la réussite passent aussi par notre détermination et notre ténacité.

Sur le plan national, il faut que toutes les associations, les groupes départementaux et régionaux poursuivent l'immense campagne de sensibilisation entreprise. Il faut que les médias continuent à souligner l'importance de la protection de l'Ours.

Demain, et en fonction de discussions et de négociations en cours, nous vous solliciterons probablement pour d'autres formes d'actions.

Dans l'intervalle, il faut continuer notre effort de sensibilisation : cela reste fondamental.

Nous comptons sur votre soutien.

Bien amicalement.

Georges EROME

Coordinateur du Groupe

P.S. : Le groupe OURS PYRENEES (F.I.E.P.) et le GROUPE OURS NATIONAL remercient les 597 personnes qui ont répondu à cet appel, amenant leurs soutiens moral et financier. La somme globale de 30.468 F. qu'elles ont versée va grossir l'argent débloqué pour le plan ours.

URGENT

TOUS CEUX QUI ONT AIDÉ À FAIRE LES ENVELOPPES POUR LE GROUPE OURS SONT PRIÉS DE RENVoyer DE TOUTE URGENCE LES LISTES D'ORIGINE À :

FFSPN

57, RUE CUVIER

MAISON DE CHEVREUL

75231 PARIS CÉDEX 05



LA FAUNE ET LA GRANDE SÉCHERESSE EN AFRIQUE

par Peter Jackson

La grande sécheresse continue de sévir en Afrique, causant d'innombrables souffrances aux hommes, au bétail et à la faune. Ce n'est que la dernière en date dans un cycle sans fin de fluctuations climatiques alternant sécheresses meurtrières et pluies porteuses de vie, mais elle illustre bien le rétrécissement des options offertes à l'homme et à la faune pour l'avenir, en raison de l'expansion des populations humaines et de leurs activités.

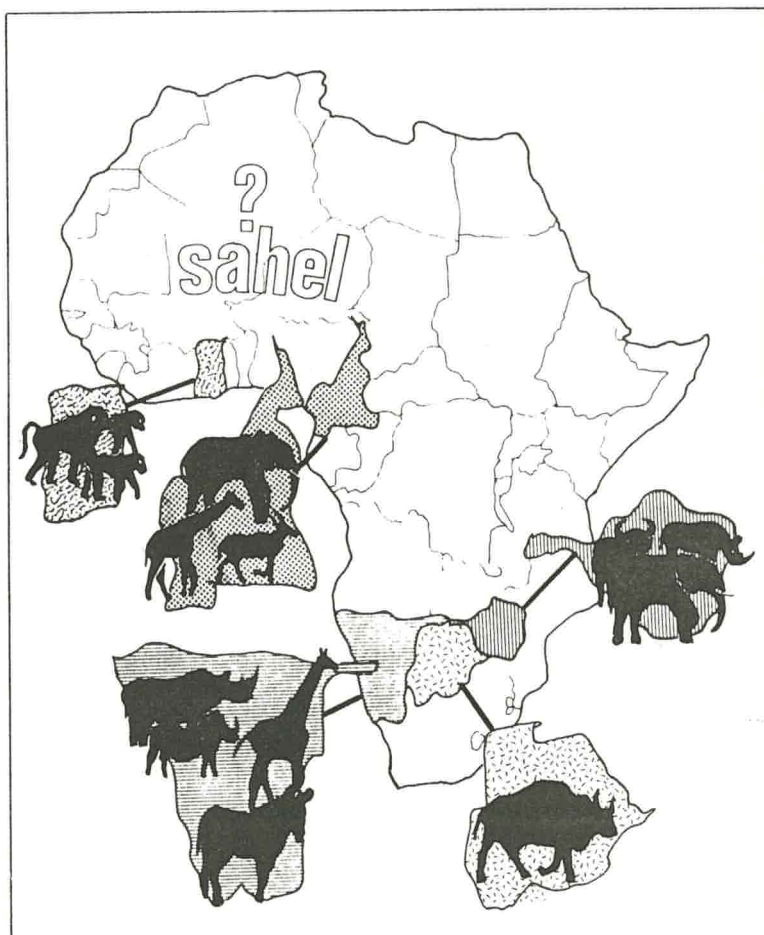
L'IMAGE d'un avenir menacé transparaît dans toutes les réponses au questionnaire envoyé par l'UICN aux gouvernements et organisations membres de la région, sur les conséquences de la sécheresse sur la faune. Partout, le problème le plus grave est que les animaux sauvages ne peuvent plus, suivant leur instinct, fuir les régions très affectées. Ils se heurtent à des barrières dressées pour les empêcher de pénétrer dans les régions cultivées où ils entreraient en compétition avec le bétail pour l'eau et le fourrage. Ils sont habituellement les perdants car les hommes ont naturellement tendance à protéger leurs biens et ne reconnaissent pas toujours l'importance de la faune dans leur écosystème.

Dans la plupart des pays d'Afrique, la population humaine a au moins triplé depuis le siècle dernier; il y a même sept fois plus d'habitants qu'en 1900 au Zimbabwe, par exemple. Le bétail s'est multiplié, et les bonnes années de pluie ont permis une augmentation des troupeaux, avec surpâturage et destruction des maigres pâtures actuelles, mais surtout du potentiel futur.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a publié une étude dans laquelle il est mentionné que d'après une expérience dans les plaines Masols dans le nord-ouest du Kenya, la biomasse végétale peut augmenter même en période de sécheresse si l'homme et son bétail sont absents de la région. La zone voisine de Turkana pâtit d'une surpopulation humaine et du bétail, ce qui fait progresser la désertification.

On peut illustrer la résistance des zones protégées par l'exemple de la réserve de Londolozi, près du Parc national Kruger, en Afrique du Sud. Comme en témoignent les propriétaires, John and Dave Varty, «des pluies abondantes et bien réparties ont transformé une réserve gravement touchée par la sécheresse en un véritable jardin d'Eden».

«Nous n'avions jamais vu une telle profusion de fleurs sauvages. Des plantes, restées dormantes pendant des années, ont



Les animaux d'Afrique frappés par la sécheresse. Les pays fortement ombrés sont ceux où les problèmes de prélèvement sont le plus forts, selon chiffres de l'ONU.

soudain trouvé des conditions idéales, des fleurs et des buissons nouveaux sont apparus».

Des espèces sauvages ont peut-être disparu localement, comme le rhinocéros noir dans le Damara-Kaokoland, le sitatunga et le puku dans la région orientale du Caprivi, et le bubale de Lichtenstein au Zimbabwe, tandis que la plus grande population de gnous, court un risque grave au Botswana, où 50 000 carcasses ont été dénombrées près du lac Xau en décembre 1983. Le braconnage connaît un essor considérable — la faune affaiblie par la sécheresse est une proie facile. Les espèces autrefois à l'abri dans leur habitat marécageux, sont décimées parce que l'assèchement des marécages a rendu possible l'approche des braconniers.

Aucun pays ne fait mention d'une recrudescence de maladies de la faune qui seraient la conséquence directe de la sécheresse, mais il y a eu plusieurs épidémies de peste bovine. La population de koudous a été fortement réduite par la rage dans le

Parc national d'Etosha et dans les pâturages enclos, mais comme ils étaient trop nombreux, la rage peut être considérée comme un moyen naturel de limitation de la population.

Comment améliorer les perspectives d'avenir? Les réponses au questionnaire mentionnent la sensibilisation des éleveurs pour qu'ils maintiennent leurs troupeaux au niveau de la capacité de charge de leurs terres; la mise en place de zones tampons pour l'alimentation de la faune sauvage et du bétail pendant les mauvaises années; et la prise en considération de la faune sauvage quand des barrières sont érigées.

Les réponses au questionnaire illustrent bien la gravité de la situation de la faune au sud du Zambèze. Il n'y a pas eu de rapport de Tanzanie ou de Zambie, entre autres, mais elles seraient moins touchées. Au Sahel, ce qui reste de faune a, bien sûr, beaucoup souffert, mais nous n'avons pas reçu de rapports.

Ghana

Risque accru de feux dans les régions de conservation, notamment dans les forêts d'altitude où les Primates sont les premières victimes.

Populations animales numériquement faibles. Conflits, surtout hommes/éléphants, intensifiés par la sécheresse.

Nécessité de développer les points d'eau dans toutes les régions de conservation de la faune, et d'améliorer la gestion des biotopes. □

Namibie

Région du nord-ouest

Sécheresse depuis la saison des pluies de 1979-1980. Damaraland, Kaokoland et Owamboland ainsi que le Parc national d'Etosha, ont été particulièrement touchés. Les précipitations n'ont pas dépassé 30% à 75% des moyennes habituelles, d'où une réduction de la végétation, notamment de l'herbe. L'érosion éolienne ou due au piétinement des animaux est la plus grave dans le Damaraland et le Kaokoland. Les provinces orientales de Kavango, Bushmanland et Caprivi souffrent d'une baisse de la nappe phréatique, et dans l'est du Caprivi, les plaines d'inondation et des marais permanents sont asséchés.

Le zèbre de montagne s'est déplacé vers l'est, du Damaraland et du Kaokoland, vers le Parc national d'Etosha, ce qui entraîne une pression accrue sur les points d'eau, et la poursuite de la migration vers l'est. On le trouve maintenant à 200 km à l'est de son habitat antérieur, au bord de la cuvette d'Etosha. La plupart sont tués par les lions car ils sont moins agiles qu'auparavant, leurs sabots n'étant plus usés normalement par la marche en montagne.

A l'ouest d'Etosha, les éléphants sont passés de 872 en 1982 à 1819 en 1983, par suite de la migration depuis les régions désertifiées.

Le lechwe rouge, le sitatunga et le puku font l'objet de braconnage dans les régions orientales, notamment dans le Caprivi: les véhicules peuvent traverser d'anciennes zones humides à présent asséchées.

Le rhinocéros noir est menacé d'extinction dans le Damara-Kaokoland, où il n'en reste plus que 40 à 50. La survie du sitatunga et du puku dans l'est du Caprivi est elle aussi compromise.

La plupart des tribus sont pastorales et nomades dans les régions arides et semi-arides, ce qui entraîne une concurrence avec la faune sauvage pour les points d'eau et les pâturages.

1083 girafes, zèbres de montagne et de Burchell ont été capturés et vendus vivants aux paysans. Des antilopes rouannes, des hippotragues noirs et des sassabys ont été transférés du Caprivi à la réserve de Mahango. 1261 zèbres de montagne, de Burchell, gemsboks et élands ont été abattus dans l'ouest d'Etosha et servent à la fabrication de conserves. Le département de la conservation de la nature a acheté une ancienne concession de chasse dans le Damaraland avec l'aide de la Fédération de la nature d'Afrique australe (affiliée au WWF), pour la repeupler avec des rhinocé-

ros noirs, des zèbres de montagne et des girafes d'Etosha.

Namibie centrale et australe

Les espèces les plus abondantes — gemsbok et springbok — migrent vers l'est en conséquence du surpâturage et du manque d'eau. Dans l'extrême sud-est, au bord du Kalahari, le gemsbok s'est déplacé vers le nord, dans des zones cultivées. Ces espèces ne sont pas menacées, mais il y a de petites variations de populations dues à la sécheresse.

Grave déclin du phacochère dans toute la Namibie, et, bien qu'en reprise au nord, la population est considérée comme menacée au sud.

Le zèbre de montagne est la seule espèce qui n'est pas en déclin; ses populations dépassent même la capacité de charge de l'habitat.

Concurrence entre le gemsbok chassé vers l'est par la sécheresse, et le bétail dans le sud de la Namibie entièrement barré par des fermes, jusqu'au désert.

Natal

Maintien de la faune dans les réserves à des niveaux ne dépassant pas la capacité de charge de l'habitat, soit par sélection naturelle, soit par abattage sélectif. Il en résulte que la sécheresse n'a pas trop causé de dégâts, pas plus que dans les fermes bien gérées. Celles qui avaient trop de bétail ont connu surpâturage et perte du cheptel par malnutrition.

Transvaal

Forte mortalité des mammifères, en général précédée par un important surpâturage. Impalas, phacochères, gnous, zèbres, buffles et jeunes koudous ont été les plus gravement atteints, mais les espèces en tant que telles ne sont pas menacées.

Conflits ponctuels entre l'homme et la faune. Les éleveurs de bétail domestique et de faune ont considérablement réduit les populations de gibier. Abattage sélectif accru dans les parcs nationaux et provinciaux; propriétaires privés invités à faire de même. Réduction des espèces les plus communes pour assurer la survie des plus rares. Effets de la sécheresse amplifiés par l'augmentation du nombre de barrières vétérinaires.

Botswana

Grave menace de disparition des gnous à cause des barrières, du braconnage et de la sécheresse. Les barrières qui contrôlent les déplacements du bétail sont érigées sans étude de leur impact sur la faune et les populations humaines. A Mopipi, près du lac Xau pratiquement à sec, on a dénombré en décembre 1983 près de 50 000 carcasses de gnous. La désertification de la région est peut-être irréversible.

Il faudrait limiter le bétail et arrêter les établissements humains dans la région du lac Xau.

Zimbabwe

Sécheresse la plus grave depuis 50 ans. Sept fois plus d'habitants; bétail et faune en augmentation, d'où détérioration du milieu

et réduction aggravée de la faune et du bétail. Dans certaines régions, 90% des grands mammifères sont morts. Antilopes rouannes, hippotragues noirs, cervicapres, zèbres et gnous parmi les plus touchés. Impact variable de la sécheresse, plus marqué à basse altitude. Production herbacée extrêmement faible. Effets probables à long terme sur la végétation boisée. Décimation des populations de grands mammifères dans les ranchs. Réduction considérable du nombre de grands mammifères — buffle surtout — au sud du Parc national de Gonarezhou. Diminution de la capacité de charge de l'habitat. Montée du braconnage, les ranchs étant les plus atteints. Eléphants, rhinocéros et impalas trouvés morts dans le Parc national de Mana Pools; éléphants au Hwange.

Le bubale de Liechtenstein paraît menacé. Il y en a moins de 10 en dehors du Parc national du Gonarezhou, et 60 dans le parc, où ils sont menacés par les braconniers, et les incursions illégales de bétail. Rhinocéros blanc sauvé uniquement par la capture et le transfert. Hippotrague noir, zèbre, gnou et phacochère décimés dans les zones de ranchs des basses terres par la sécheresse et le braconnage. Menace de décimation des buffles dans le sud du Gonarezhou.

Pressions pour faire paître le bétail dans les parcs nationaux et les régions de faune.

Rhinocéros blancs et noirs, hippotragues noirs, et zèbres transférés. Abattage sélectif d'éléphants — 6000 en 1984, soit 12% du troupeau national. Abattage d'hippopotames. Un grand nombre d'animaux devront être abattus pour empêcher la dégradation de l'habitat, alors que des seuils écologiques critiques sont en passe d'être atteints.

Le gouvernement indien a fait don de 65 machines de pompage de remplacement pour le Parc national de Hwange où les rhinocéros noirs et blancs et 20 000 éléphants doivent faire face à la sécheresse.

Kenya

La sécheresse persiste, affectant les parcs — Mt Marsabit, Meru, Samburu, Mt Kenya, Sibiloi, Amboseli et Tsavo. Sécheresse mieux supportée par la faune que les précédentes; apparemment pas de mort d'animaux, mais la situation se détériore pour le buffle, le gnou, le damalisque et l'éléphant; la mortalité des jeunes risque d'être élevée cette année.

Ethiopie

Pas de conséquence directe de la sécheresse sur la faune et l'habitat, mais aggravation des conflits hommes/faune dans le Parc national d'Awash à prédominance de pâturages pour les nomades. Négociations en cours pour leur trouver d'autres pâturages.

Cameroun

La sécheresse actuelle n'affecte pas autant la faune que celle du début des années 70. Des feux de brousse détruisent des habitats entiers. Cobes, éléphants et girafes sont les plus touchés.

Peu de conflits hommes/faune, mais intensification du braconnage. □

milieux naturels

CAMPAGNE NATIONALE POUR LA SAUVEGARDE DES MILIEUX NATURELS

LETTRE AUX PRESIDENTS D'ASSOCIATIONS

Monsieur le Président,

La Campagne Nationale pour la Sauvegarde des Milieux naturels qui s'appuie sur la vente de vignettes Milieux Naturels F.F.S.P.N. se situe présentement au stade des acquisitions de terrain.

D'ores et déjà, la F.F.S.P.N. s'est engagée à hauteur de 200 000 francs pour l'acquisition d'une zone humide de grande valeur en Isère en collaboration avec la F.R.A.P.N.A. Isère. Il s'agit de soustraire des menaces de développement agricole un grand marais tourbeux alcalin de plus de 40 hectares d'un seul tenant et qui abrite une faune et une flore exceptionnelle pour la région et rare pour cette partie du centre-est de la France.

Nous voulons maintenant accentuer ces actions de préservation des milieux.

Pour ce faire, la F.F.S.P.N. lance un appel auprès de ses associations membres pour la présentation de dossiers d'acquisitions dans votre région ou département.

Vous avez certainement dans votre secteur des sites naturels de grande valeur et pour lesquels la seule solution viable de préservation suppose l'achat du site.

Pour que la F.F.S.P.N. soit à même de proposer une véritable politique nationale de sauvegarde des milieux naturels, avec des choix précis et justifiés des acquisitions de terrains, il est nécessaire que chaque association dresse un inventaire cartographique et cadastral des sites naturels qui lui apparaissent les plus menacés ou les plus intéressants.

C'est à partir de ces dossiers initiaux que la F.F.S.P.N. fera ses choix d'acquisition pour 1985 et 1986.

De vos réponses dépendront les premières acquisitions en début 1985.

Nous vous remercions, Monsieur le Président, de votre confiance et de votre soutien à la Campagne Nationale de Sauvegarde des Milieux Naturels de la F.F.S.P.N.

D. BEGUIN
Secrétaire-Général Adjoint F.F.S.P.N.

NOTA : De nombreux carnets de vignettes sont à disposition à la F.F.S.P.N. Songez que les déclarations d'impôts s'effectuent à la fin janvier et que les vignettes sont déductibles à hauteur de 5% du revenu imposable, la FFSPN étant d'Utilité Publique.

Envoyez-nous au plus tôt les carnets vendus et les sommes recueillies. MERCI.



LISTE DES RESERVES NATURELLES EN FRANCE

IL NOUS EST TRÈS SOUVENT DEMANDÉ LA LISTE DES RÉSERVES NATURELLES. VOUS TROUVEREZ

LA CARTE DES RÉSERVES EXISTANTES AU 30/9/84

PAGE SUIVANTE



1984



équipement

NON ET NON AUX DEPOSES DE SKIEURS EN HELICOPTERE

La loi montagne est actuellement en discussion au Parlement et au Sénat. Un amendement, présenté par Jean FAURE, rapporteur au Sénat, propose d'autoriser à nouveau les déposes de skieurs sur les sommets de nos montagnes.

Les associations de protection de la nature et les associations d'usagers de la montagne dénoncent cet amendement, rétrograde et dangereux.

La dépose en hélicoptère est source de gaspillage d'énergie, pour les loisirs, en période de crise, elle cause un dérangement irréparable pour la faune de montagne en hiver, époque où elle est déjà en état de survie physiologique.

L'amendement des sénateurs favorise les intérêts de quelques vacanciers étrangers au détriment de la majorité qui vit, travaille et se détend en montagne loin du bruit et des pollutions.

Les sénateurs prétendent que le seul but est de faire rentrer les devises qui, pour le moment, sont dépensées en Suisse et en Italie.

Les sénateurs sont mal renseignés car les Italiens sont en train d'interdire les déposes et le gouvernement suisse nous cite en exemple. N'y a-t-il pas d'autres solutions pour vivre en montagne que de la prostituer? C'est pour cela que les Associations sous-signées occupent temporairement l'héliport de Versoud en Isère et demandent au Parlement d'interdire définitivement les déposes en hélicoptère.

FFSPN
SNPN
FRAPNA Région
FRAPNA Isère
FRAPNA Savoie
FRAPNA Haute Savoie
GREENPEACE
LES AMIS DE LA TERRE (National et Isère)
WWF FRANCE et SUISSE
CLUB ALPIN FRANCAIS
J.N.E
FONDS D'INTERVENTION POUR LES RAPACES
GRIMPEURS DES ALPES
VERCORS NATURE

Paris, le 13 décembre 1984

terre — adèlie

Source : Journal Officiel - Débats parlementaires
Assemblée Nationale - Questions écrites. 3.12.84

*Départements et territoires d'outre-mer
(Terres australes et antarctiques : transports aériens).*

60096. — 3 décembre 1984. — M. Georges Mesmin demande à Mme le ministre de l'environnement pourquoi, dans le cadre de la nouvelle étude d'impact consécutive à l'établissement dans l'Archipel des Pétrils (Antarctique) d'une piste d'atterrissage, les principes fondamentaux de la loi du 12 juillet 1983 sur les enquêtes publiques n'ont pas été repris et respectés. Il lui demande plus précisément pourquoi : 1° C'est l'administrateur supérieur des T.A.A.F. qui fait office de commissaire enquêteur lorsque la loi précitée (article 2) précise que ne peuvent être désignées pour remplir cette mission « les personnes intéressées à l'opération à titre personnel ou en raison de leurs fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête. » 2° L'annonce de la mise à disposition des dossiers s'est faite huit jours seulement avant le début de l'enquête alors que la loi précise que les délais doivent être au moins de quinze jours. 3° La durée de l'enquête est de dix-neuf jours, réduite à quinze jours réels par suite de la fermeture du siège des T.A.A.F. le samedi et le dimanche, alors que la loi précise que la durée de l'enquête ne peut être inférieure à un mois.



COMPTE RENDU DE LA CONFERENCE DE BREME

SUR L'INITIATIVE DES PRINCIPALES FEDERATIONS ALLEMANDES, BBU, BUND, DBV, DNR, S'EST TENUE A BREME en RFA, LES 27 et 28 OCTOBRE, UNE CONFERENCE INTERNATIONALE INDEPENDANTE DES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT DES PAYS RIVERAINS DE LA MER DU NORD. CETTE CONFERENCE A ETE UN SUCCES ; ELLE A REUNI 750 PARTICIPANTS, REPRESENTANTS D'ASSOCIATIONS ALLEMANDES, ANGLAISES BELGES, DANOISES, FRANCAISES, HOLLANDAISES et NORVEGIENNES, ET D'ASSOCIATIONS INTERNATIONALES (BEE, GREENPEACE, WWF). LA FFSPN Y ETAIT REPRESENTEE PAR NORD NATURE.

La mer du Nord étant l'objet de multiples agressions est menacée de dépérissement. Ainsi, elle reçoit annuellement :

331 000 tonnes de fer, 45 000 t de zinc; 25 000 tonnes de manganèse ; 14000 t de plomb, 10 000 tonnes de cuivre, 6000 t de chrome, 4000 t de nickel, 1120 t de cadmium, 1000 t de mercure, + 7 000 000t de déchets contenant des résidus chimiques non organiques, 400 000 t de pétrole, 73 000 000 de t de gravats, 62 000 000 t de produits de dragage, 300 000 t de produits de forage, 5 000 000 t de boues de stations d'épuration, + des hydrocarbures chlorés, + journallement, 11 000 000 de m3 d'eaux usées domestiques non épurées.

Les associations, réunies à BREME, ont mis au point un "Nordsee-Memorandum", document détaillé présentant un ensemble de mesures efficaces destinées à sauver la Mer du Nord, en supprimant préventivement les agressions à la source. En voici l'essentiel :

- déclarer la Mer du Nord "ZONE SPECIALE" du plan Polmar et interdire les rejets de substances nocives pour les écosystèmes et pour la santé de l'homme. L'interdiction doit toucher les rejets directs en mer à partir du littoral ou des navires, tout comme les rejets dans les fleuves,

- interdire de façon absolue et immédiate, les émissions de produits reconnus cancérogènes, tératogènes et mutagènes,

- inverser la charge de preuve : c'est au responsable d'une émission que doit incomber de prouver l'absence de toxicité du produit rejeté,

- entre autres, interdire les rejets d'eaux usées non épurées, ceux de substances radioactives en provenance de centrales nucléaires et d'usines de retraitement (la France est concernée par les effluents radioactifs de Grave-lines et surtout par les rejets de la Hague) et arrêter les déversements de résidus de la pro-

duction de dioxyde de titane (la France est concernée par les rejets acides de l'usine Tioxide à Calais),

- réduire la pollution atmosphérique, l'apport de polluants par voie atmosphérique provoquant une grande partie de la pollution marine. Interdire l'incinération de déchets en mer,

- améliorer les conditions d'exploitation des matières premières de façon à ce qu'elles ne mettent pas en danger les écosystèmes et renoncer à leur exploitation dans les zones écologiquement riches. Protéger celles-ci contre toute atteinte (zone des Wadden, côtes rocheuses, estuaires, fjords),

- régler de façon très stricte le transport de matières dangereuses, le but final étant d'en arrêter la production et l'utilisation.

- obtenir la suppression des pollutions par l'emploi de procédés de traitement existants, par le choix de technologies alternatives et par le recyclage,

- stopper les projets de construction de nouvelles installations portuaires et industrielles sur le littoral de la Mer du Nord (la France est concernée par le projet d'extension du port de Dunkerque),

- protéger les espèces animales en danger même en dehors des zones protégées,

- donner la priorité à la pêche de consommation directe par l'homme sur la pêche destinée à l'industrie et gérer les stocks de poissons de façon à en assurer le renouvellement,

- stopper les opérations de gain de terrain effectuées au détriment de la mer,

- mettre en place des organismes de contrôle internationaux et indépendants,

- promouvoir un tourisme respectueux de l'environnement.

De façon générale, ce document met l'accent sur l'intérêt d'une économie basée sur le respect des données écologiques.

Quelques jours plus tard, les 31 octobre et 1er novembre, s'est tenue à BREME également une conférence internationale des ministres des pays riverains relative à la Mer du Nord. Si l'Allemagne Fédérale, le Danemark et la Suède ont demandé que la Mer du Nord soit déclarée "zone spéciale", la Belgique, la France, la Norvège et les Pays Bas ont jugé cette mesure prématurée et elle n'a pas été adoptée. Une politique commune a été définie, mais les mesures projetées pour lutter contre les pollutions sont modestes par rapport à celles que proposent les associations (par

exemple, elles ne remettent pas en cause l'industrialisation du littoral) et insuffisantes en égard à l'ampleur des dégâts.

J. ISTAS
NORD NATURE
représentant de la FFSPN
à cette réunion

hibiteurs des cholinés-térasés : ils empêchent l'organisme de détruire un médiateur de l'influx nerveux. L'accumulation d'acétylcholine désorganise le système nerveux, provoque confusion puis coma, puis paralysie des centres respiratoires.

(suite et fin page 25)

LA CATASTROPHE DE BHOPAL (INDE)

La catastrophe de Bhopal soulève plusieurs questions :

1) le contrôle de l'industrie chimique

Il est insuffisant ; les inspecteurs des "établissements classés", chargés de surveiller les industries dangereuses, sont notoirement débordés. Les procédés de fabrication ne sont pas toujours connus souvent pour des raisons de concurrence commerciale, les normes de sécurité sont souvent théoriques. Ainsi, au vu du dossier de l'isocyanate de méthyle à Bhopal, les autorisations ont été données à la Littorale de Béziers sur la base d'un dossier inexact : le gaz peut former une nappe, il n'est pas inoffensif au contact de l'air, l'aspersion d'eau prévue après les protestations et les incidents de 1977 ne paraît pas être la panacée.

Pour notre part, nous devons soumettre l'industrie chimique à la même surveillance que nous avons soumis l'industrie nucléaire. Aux ingénieurs du CEA et de l'EDF qui nous y ont poussé par le passé en nous promettant qu'ils nous aideraient ce jour-là, les Amis de la Terre répondent :

Chiche, aidez-nous à surveiller l'industrie chimique, ce jour est venu...

2) Les pesticides

L'histoire des techniques phytosanitaires montre une succession rapide des générations de pesticides à cause de leurs dangers ou de leurs effets pervers. Aux organochlorés, de faible toxicité aiguë pour les humains mais très rémanents, ont succédé les organophosphorés et les carbamates, beaucoup plus toxiques, donc de manipulations dangereuses, mais peu rémanents. Il ne fait aucun doute que le progrès des techniques phytosanitaires va dans le sens soit d'une spécificité toujours accrue, soit de la lutte biologique intégrée, en tout état de cause dans le sens d'une inocuité plus grande pour l'écosystème et pour toutes les espèces autres que le nuisible visé. Cette évolution doit être constamment hâtée. Les organophosphorés et les carbamates sont des in-

questions écrites

AUTOMOBILES ET CYCLES

POLLUTION ET NUISANCES

53577. — 16 juillet 1984. — **M. René Rieubon** attire l'attention de **Mme le ministre de l'environnement** sur les conséquences pour la Société Octel-Khulmann (Loire-Atlantique) d'une décision de diminuer le taux de plomb dans les carburants. S'il apparaît en effet justifié de réduire progressivement, puis supprimer le plomb dans l'essence en raison des pollutions réelles et des dégâts occasionnés par cette substance vis-à-vis des hommes et de leur environnement, il convient de se préoccuper également des industries qui fabriquent les dérivés alkyles du plomb. C'est le cas de la Société Octel-Khulmann qui occupe plus de 400 personnes. Il lui demande en conséquence : 1° quelles seront les échéances quant à la diminution du plomb dans l'essence; 2° quels moyens seront mis en œuvre pour pallier les conséquences de ces décisions en matière d'emploi des salariés d'Octel-Khulmann et d'autres salariés qui intervenaient dans le processus visant à intégrer le plomb dans l'essence; 3° dans quelles conditions le site de Paimbœuf pourrait être reconverti tout en y préservant les emplois.

Réponse. — La nécessité de lutter contre la pollution automobile s'impose en raison des risques que font courir à la santé et à l'environnement, non seulement les rejets de plomb à l'atmosphère mais également les autres polluants de l'automobile, comme le monoxyde de carbone, les hydrocarbures et les oxydes d'azote. Les implications des décisions en ce domaine rendent indispensable qu'elles soient définies au niveau de la Communauté européenne. Dans cette perspective, le Conseil des ministres de l'environnement de la Communauté européenne a adopté, lors de sa réunion du 28 juin 1984, le principe de l'introduction de l'essence sans plomb pour les nouveaux véhicules au plus tard en 1989 et a conclu à la nécessité de renforcer les normes d'émissions des véhicules. Dans l'état actuel de la technique, plusieurs solutions existent pour atteindre un tel objectif. L'utilisation de pots catalytiques « trois voies », qui permet de réduire simultanément les émissions d'oxydes d'azote, d'hydrocarbures et de monoxyde de carbone, nécessite pour sa part l'utilisation d'essence sans plomb. Les pots catalytiques « d'oxydation » entraînent vraisemblablement la même exigence, même si leur fonctionnement est théoriquement compatible avec de faibles teneurs en plomb. La consommation française de plomb alkyle devrait donc diminuer progressivement à partir de 1989 pour s'annuler à l'issue d'une période de dix à quinze ans. Le calendrier exact des étapes, nécessaires pour assurer l'adaptation de l'industrie automobile et de l'industrie pétrolière à ces nouvelles exigences, sera défini sur une base communautaire dans les prochains mois. Il est parfaitement clair que les décisions sur un sujet de cette importance doivent intégrer l'ensemble des enjeux écologiques, économiques et sociaux, comme en particulier ceux qui sont liés à la compétitivité de l'industrie automobile. Les pouvoirs publics dans ce cadre entendent bien tirer les conséquences de la réduction progressive de la consommation de plomb tétraéthyle en ce

qui concerne l'emploi sur le site de Paimbœuf. La restructuration récente de l'industrie chimique réalisée par le gouvernement devrait permettre de retrouver, pour l'ensemble des sociétés du secteur, une rentabilité autorisant de nouveaux développements sur certains sites industriels actuellement en difficulté dans le souci d'un redéploiement industriel équilibré. Il est toutefois prématuré de se prononcer définitivement à ce titre sur le site de Paimbœuf, compte tenu des échéances rappelées ci-dessus.

population constituent la meilleure prévention des abandons sauvages de déchets ménagers. Le ministère de l'environnement, au travers de l'A.N.R.E.D., s'attache à mettre à la disposition des élus les affiches et publications qui peuvent contribuer à l'information et à la sensibilisation des citoyens.

Eau et assainissement (ordures et déchets).

52932. — 9 juillet 1984. — **M. Joseph Pinard** attire l'attention de **Mme le ministre de l'environnement** sur le problème de lutte contre les dépôts clandestins et sauvages d'ordures. A cet égard, le règlement sanitaire départemental prévoit la faculté pour les maires de verbaliser les contrevenants selon la procédure habituelle, à savoir transmission des procès-verbaux au procureur de la République. Or, il semble que les maires ne peuvent ou hésitent à appliquer cette procédure ou que, lorsqu'ils le font, ils ne se sentent plus responsables des suites qui sont données aux procès-verbaux; ce qui nuit considérablement à l'efficacité de la répression. Aussi, il lui demande si les maires disposent d'autres moyens et s'il n'estime pas nécessaire de prendre des mesures supplémentaires, et, notamment, au niveau de la sensibilisation de la population, afin de lutter efficacement contre de tels actes aussi préjudiciables pour l'environnement.

Réponse. — Les dépôts de déchets industriels ou les décharges sauvages d'ordures ménagères proprement dites relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont soumis à autorisation. Cette législation prévoit des dispositions pénales et des sanctions administratives adaptées à l'importance de l'enjeu que représente la prévention des pollutions et des risques. Quiconque constitue de tels dépôts anarchiques tombe sous le coup de l'article 20 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 qui réprime d'une amende de 2 000 à

30 000 francs le délit d'exploitation sans autorisation. Le gouvernement vient de saisir le parlement d'un projet de loi renforçant et modernisant les dispositions pénales de cette loi. La législation des installations classées pour la protection de l'environnement prévoit également explicitement des sanctions administratives. Le commissaire de la République peut notamment : 1° soit obliger l'exploitant à consigner provisoirement entre les mains d'un comptable public une somme répondant de l'exécution des travaux prescrits; 2° soit faire exécuter d'office les mesures prescrites. Un programme de résorption aux frais des responsables des anciens dépôts anarchiques de déchets industriels a été mis en place il y a quelques années. Le rapport établi tous les deux mois sur l'état d'avancement de cette action est tenu à la disposition des parlementaires. Par ailleurs s'agissant d'abandon sauvage de résidus ménagers, il appartient aux maires, dans le cadre de leur pouvoir de police (article L 131-1) du code des communes), d'assurer la résorption du dépôt. L'article 3 de la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux permet d'assurer d'office l'élimination des déchets aux frais du responsable. Dans ce cadre et après mise en demeure, la commune peut faire enlever les déchets après avoir informé le propriétaire du terrain de la date des travaux. Le code pénal prévoit également que l'abandon sauvage constitue une contravention de police (abandon de déchets sur un lieu public ou privé : article R 30-14°; avec circonstances aggravantes en cas d'utilisation d'un véhicule : article R 40-15°). A terme l'amélioration de la qualité des services de collecte et l'information de la

Bois et forêts (pollution et nuisances).

53396. — 9 juillet 1984. — **M. Antoine Gissinger** demande à **Mme le ministre de l'environnement** de bien vouloir lui donner quelques précisions en matière de forêts touchées par les pluies acides. Celles-ci sont le résultat des réactions chimiques qui ont lieu dans les nuages composés de substances chimiques dégagées par les hautes cheminées des industries polluantes. 100 000 hectares de la forêt tchécoslovaque et de la R.D.A. sont actuellement touchés par cette pollution. Il lui demande de faire le point en ce qui concerne les 14 millions d'hectares de forêts françaises et de lui indiquer les mesures que le gouvernement compte adopter, à court et à long terme, afin que notre patrimoine forestier soit préservé au maximum de ces pluies acides.

Réponse. — Les pays d'Europe centrale constatent depuis quelques années que la pollution atmosphérique entraîne de graves dommages sur leurs forêts. Des dommages analogues sont apparus depuis l'été 1983 dans les Vosges. Face à cette situation, un réseau de surveillance de l'état sanitaire de la forêt vosgienne a été implanté et a permis d'évaluer l'ampleur des atteintes. Ce réseau de surveillance a été depuis complété par la mise en place de nouveaux points d'observation notamment en forêt privée. En outre, un réseau d'observation du même type a été créé en juin 1984 dans le Jura. D'autre part, le C.E.M.A.G.R.E.F. (Centre d'études de machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts) a lancé une enquête nationale auprès des organismes gestionnaires de forêts : il en résulte que pour le moment aucun dommage n'a été constaté en dehors de la forêt vosgienne. Les pouvoirs publics seront cependant vigilants en raison de l'expérience étrangère qui montre que les dommages aux forêts dus à la pollution atmosphérique peuvent s'étendre rapidement. La campagne d'observation de la forêt vosgienne de 1983 a fait apparaître : 1° des dégâts importants, notamment sur les sapins et les épicéas sur le versant sud du Donon (quelques centaines d'hectares) et sur les crêtes; 2° des dégâts moyens : quelques milliers d'hectares sont moyennement atteints en des points épars de la forêt. Le sapin est l'espèce la plus atteinte; les vieilles sapinières étant les plus déprimées tandis que les jeunes sapinières sont en général très peu endommagées. Les épicéas sont en général en bonne santé mais certaines plantations sont atteintes. Avant même que ces dommages n'aient été constatés sur les forêts françaises, le gouvernement a mis en œuvre un premier programme de lutte contre les pluies acides prévoyant notamment : 1° la limitation des émissions acides à l'atmosphère en réduisant en premier lieu les émissions de dioxyde de soufre qui sont responsables pour les deux tiers de la formation des pluies acides. A cet égard, le gouvernement s'est fixé comme objectif une réduction des émissions de dioxyde de soufre de 50 p. 100 d'ici à 1990, par rapport au niveau constaté en 1980. Le gouvernement a également décidé de rechercher la réduction la plus grande possible de la pollution automobile : on rappellera à cet égard que des véhicules sont les principales sources d'oxydes d'azote et d'hydrocarbures, qui sont les précurseurs des oxydants photochimiques (ozone); 2° la modernisation et le redéploiement des réseaux de mesure des retombées acides et des oxydants photochimiques. A ce titre, une station moderne mesurant les

retombées de polluants en milieu forestier sera prochainement implantée dans les Vosges au cœur des zones atteintes; 3° la poursuite de l'étude des effets de la pollution acide sur l'environnement en particulier sur les écosystèmes forestiers et aquatiques. D'autres actions nationales devront être engagées en agissant prioritairement sur les rejets d'oxydes de soufre et d'hydrocarbures. Parallèlement, s'agissant d'une pollution qui ignore les frontières, les organisations internationales concernées devront prendre les décisions communes qui s'imposent. Il en va ainsi notamment des mesures nécessaires pour réduire la pollution automobile; à cet égard, le gouvernement français souhaite que l'introduction de l'essence sans plomb et l'entrée en vigueur de nouvelles normes pour les automobiles soient effectives en 1989 au plus tard.

Source : Journal Officiel Débats parlementaires
Assemblée Nationale. Questions écrites
3.12.84

—réseau— communication



CERCLE VICIE(UX)

PARMI LES MEMBRES DE LA FFSPN, QUE CE SOIT AU NIVEAU LOCAL, DÉPARTEMENTAL, RÉGIONAL OU NATIONAL IL Y A DE NOMBREUX ENSEIGNANTS ET PLUSIEURS ÉLUS.

PARMI LES PERSONNES AYANT ACCEPTÉ DE TRAVAILLER AUX GROUPES "EDUCATION NATIONALE" ET "ÉLUS" DU RÉSEAU, IL N'Y A AUCUN ÉLU NI ENSEIGNANT ADHÉRENT À LA FFSPN.

PARADOXAL, N'EST-CE-PAS ?

EST-CE PARCE QU'IL S'AGIT D'UNE A.G PLUS TECHNIQUE OÙ L'OBJECTIF PRINCIPALE EST DE S'APPROPRIER LES TECHNIQUES DE COMMUNICATION, ET QUE PAR CONSÉQUENT, LES ÉLUS ET ENSEIGNANTS NE SE SENTENT PAS CONCERNÉS ?

POURTANT, N'ONT-ILS PAS D'EXPÉRIENCES À PARTAGER ?

OU ALORS, NOUS FAUDRA-T-IL, POUR COMMUNIQUER AVEC LEURS CONFRÈRES, EN CONVAINCRE D'ABORD D'AUTRES À NOTRE CAUSE ?

LES MEDIAS, QU'EST-CE QUE C'EST ?

CETTE CHRONIQUE EST LA DEUXIEME D'UNE SERIE REGULIERE AMORCEE DANS NOTRE PRECEDENT NUMERO PAR JEAN CARLIER, VICE-PRESIDENT DES JNE (ASSOCIATION DES JOURNALISTES-ECRIVAINS POUR LA NATURE ET L'ECOLOGIE) QUI DOIT ABORDER DANS CHACUN DES NUMEROS SUIVANTS, L'UNE DES FACETTES DES RAPPORTS ENTRE ECOLOGISTES, JOURNALISTES ET PUBLIC. CETTE SERIE EST UNE CONTRIBUTION AUX TRAVAUX DU "RESEAU COMMUNICATION" DE NOTRE FEDERATION DONT UNE SYNTHESE SERA PRESENTEE LORS DE NOTRE ASSEMBLEE GENERALE DE GRENOBLE DU 17 AU 19 MAI 1985.

Les abus de langage sont l'une des conséquences de l'accélération de notre vie bâclée qui nous condamne à être bref pour aller plus vite. Exemple la petite escroquerie verbale dissimulée dans ces deux mots "les agriculteurs" qui mettent dans le même sac le milliardaire beauceron et le cul-terreux smicard de Lozère. Exemple qui, avec beaucoup d'autres, devrait nous éviter de tomber dans le même piège, nous suggérer de ne plus évoquer pour s'en plaindre le plus souvent, "les journalistes" ou "les médias" devenus quasi abstraits à force d'être dénoncés en bloc. Ce qui agace les intéressés autant que nous-mêmes lorsque le premier zozo venu est baptisé "écologiste" par le premier journaliste venu.

L'abus est d'autant plus flagrant que le mot "média" n'a pas encore oublié qu'il est un pluriel recouvrant en cinq petites lettres des réalités énormes et très diverses, des "moyens d'expression" (comme on disait plutôt, hier encore) jouant chacun sa partition bien distincte dans le concert parfois cacophonique de l'information: agences, journaux (du soir, du matin... quotidiens, hebdomadaires, mensuels, revues... à tirage énorme ou confidentiel... journaux étranger nationaux, régionaux, locaux...), radios d'Etat, publicitaires, associatives, télévisions sur trois chaînes au minimum. etc... Cette énumération très incomplète, suffit à montrer que le choix est vaste au super-marché de l'information, mais que par voie de conséquence, la forme, sinon le fond des informations qu'on espère y faire diffuser, doit être adaptée au type de médias choisis. Cette adaptation peut être tentée par le demandeur lui-même s'il connaît bien ses cibles, mais souvent, chaque média s'en charge à sa façon. Alors, de toute évidence, le compte-rendu d'une même conférence de presse devient très différent de "Minute" au "Nouvel Observateur" en passant par "Le Figaro". Il peut même être supprimé sous la responsabilité du rédacteur en chef plutôt que du rédacteur, mais pas toujours pour les motifs que soupçonne la victime de cette suppression. Peut être parce que le sujet est finalement jugé sans intérêt, mal "vendu" par les intéressés peu convaincants ou par le

journaliste qui l'a traité ou plus simplement, parce qu'un attentat de dernière minute oblige à jeter du lest. Donc à supprimer le compte-rendu dont la parution sera guettée en vain.

Quel qu'en soit le motif, si votre information n'est pas publiée ou diffusée, c'est qu'on lui en a préféré une autre. L'intermédiaire (média) entre le public et vous n'acceptera de jouer ce rôle que s'il juge qu'il va y trouver son compte en intéressant ses lecteurs, auditeurs, télé-spectateurs. Mieux, s'il se confirme qu'elle les a effectivement intéressés, qu'elle provoque des appels téléphoniques ou un flot de courrier, il vous en redemandera. Quant à la longueur d'un texte ou d'un article fourni, la plus courte possible a toutes chances d'être jugée la meilleure. Alors, raccourcissez vous-même plutôt que d'être mal raccourci par un autre. En visant "selon grosseur": le plus bref pour les agences jusqu'au plus long pour les radios "libres" où le temps n'est pas strictement compté. S'il s'agit d'un communiqué, il doit être évidemment le même pour tous les médias. Alors, on vise au plus court: le style agence. A quoi peut être ajouté sur mesures, selon les types de médias, tel ou tel commentaire explicatif correspondant au public de chacun.

Si vous jouez le jeu de ces données techniques, même en refusant toute complaisance, les médias sollicités finiront par s'en apercevoir, vous mieux connaître, vous apprécier, vous admettre et - pourquoi pas - vous solliciter à leur tour. Voilà votre message "médiatisé". Encore un mot abusivement annexé. A l'époque du Saint Empire Romain Germanique, la "médiatisation" signifiait le passage d'un Etat "immédiat" (directement sous l'autorité de l'empereur, sans intermédiaire au statut d'Etat dit "médiat", sous la coupe d'un souverain "intermédiaire", vassal de l'empereur. Malgré son récent détournement, ce mot pseudo-moderne de "médiatisation" n'a donc pas totalement renié son sens originel: qui veut diffuser une information passe par un "intermédiaire", un "média", qu'il vaut mieux bien connaître du dedans et du dehors, pour avoir une meilleure chance d'en obtenir ce qu'on lui demande. Ce qui est plus efficace que d'aboyer devant une porte fermée.

Enfin, qui veut prospecter mieux armé, doit savoir que nos soucis d'écologistes pèsent moins dans les fameux médias que ceux de leurs responsables, surtout les plus galonnés. Par exemple, lorsqu'un nouveau sondage vient d'être publié sur l'écoute d'une station de radio: si le pourcentage monte, ne serait-ce que d'un demi-point, c'est l'hystérie au champagne, mais le résultat inverse déclenche une réaction plus excessive encore, une prostration collective dan-

gereuse pour qui vient proposer une information, un communiqué, un reportage soupçonné, a priori de faire encore baisser l'écoute d'un cheveu. Il vaut mieux repasser plus tard. D'autant que ces péripéties fluctuantes s'aggravent actuellement pour beaucoup de ces médias, d'un cancer

qui attaque même certains que l'on croyait invulnérables comme "Le Monde" ou "Le canard enchaîné" : une chute angoissante des courbes de ventes, donc de trésorerie. De quoi dissuader le journaliste guetté par la panique plus que par la censure, de rendre service à des copains "éclos" s'il croit qu'il y risquerait la perte d'un seul lecteur.

Par ce tableau, volontairement poussé au noir, j'espère avoir fait sentir la nécessité de mieux connaître, de mieux comprendre nous-mêmes ceux auxquels nous demandons de nous comprendre et de nous aider.

Prochaine chronique :

DES MEDIAS ET DES HOMMES.

Jean CARLIER

PROGRAMME DE LA REUNION PLENIERE DES SAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 JANVIER A BOIS-JOUBERT (GITE D'ETAPE EN COURS D'AMENAGEMENT) DANS LE PARC NATUREL REGIONAL DE BRIERE.

ADRESSE :

MAISON DE LA NATURE
DOMAINE DE BOIS-JOUBERT
44480 DONGES
TEL. 40.88.67.83

Samedi

- 12 h accueil , repas
- 14 h 30 sortie : visite du domaine, la presqu'île, au coeur du marais
- 15 h 30 Bilan des groupes de travail :
15h30- 16h30 :
travail en 2 groupes: information formation
16h30-17 h : compte -rendus en commun.
- 17 h pause thé
- 17 H 30 réunion générale- perspectives
- 19 h 30 SOIREE CREPES-GALETTES
- 21 h Présentation de la SEPNEB
diaporama "les réserves ornithologiques de Bretagne"
l'animation grand public sur les réserves.

Dimanche

- 7 h30 petit déjeuner
- 8 h réunion générale : les productions du réseau pour l'AG
- 10 h pause
- 10 H 30 REPAS BRZERON
- 14h 17h sortie commentée en chaland sur la Grande Brière

Lundi 21 Janvier : PROGRAMME FACULTATIF

Vous pouvez rester 1 jour de plus à BOIS-JOUBERT au programme :

ornithologie en Brière et dans les marais salants de la presqu'île guérandaise sous la conduite d'Alain THOMAS.

projection des films : "Grain de sel"
"La mer Féconde"

COUT : HEBERGEMENT + RESTAURATION

samedi + dimanche : 160,00 F
samedi + dimanche + lundi : 240 F

PREVOIR : un duvet, des bottes, une paire de jumelles (si possible)

INSCRIPTIONS AVANT LE 10 JANVIER à

SEPNEB "La Manu"
10bis, bd Stalingrad
44000 NANTES

acompte de 50 F par chèque bancaire à l'ordre de la SEPNEB

ACCES

Route :

- 1/ voie express Nantes-St Nazaire
- 2/ sortie PONTCHATEAU-DONGEY
- 3/ s'engager en direction de Pontchateau et prendre la toute première route à gauche
- 4/ suivre les flèches "Bois-Joubert"

Rail:

jusqu'à St Nazaire, puis navette pour Bois-Joubert

Lyon	22 h 15	6h27
Nantes	5h 48- 6h05 ou	13 h 18, 13h36
St Nazaire	7 h 15	14h39

Paris	9 h 06
St Nazaire	13 h 15

Bordeaux	6 h 54
Nantes	11 h 05 - 12 h 33
St Nazaire	13 h 15

Caen	8 h 15
Le Mans	9 h 55 - 10 h 55
St Nazaire	13 h 15

Clermont Ferrand	20 h 43
St Germain des Fossés	A 21 h 27
	D 22 h 22 Ou Oh43

Nantes	A 5 h 13	5 h 58
	D 6 h 05	

St Nazaire	7 h 15
------------	--------

Trois départs de la navette sont prévus de St Nazaire : 8 h 30, 13h 20, 14 h 45.

CONTACT TELEPHONIQUE EVENTUEL: 40.29.36.50

BULLETIN D'INSCRIPTION

à retourner à :

SEPNB
Section de Loire Atlantique
"La Manu"
10bis, Bd Stalingrad
44 000 NANTES

NON

Prénom

ASSOCIATION

GROUPE

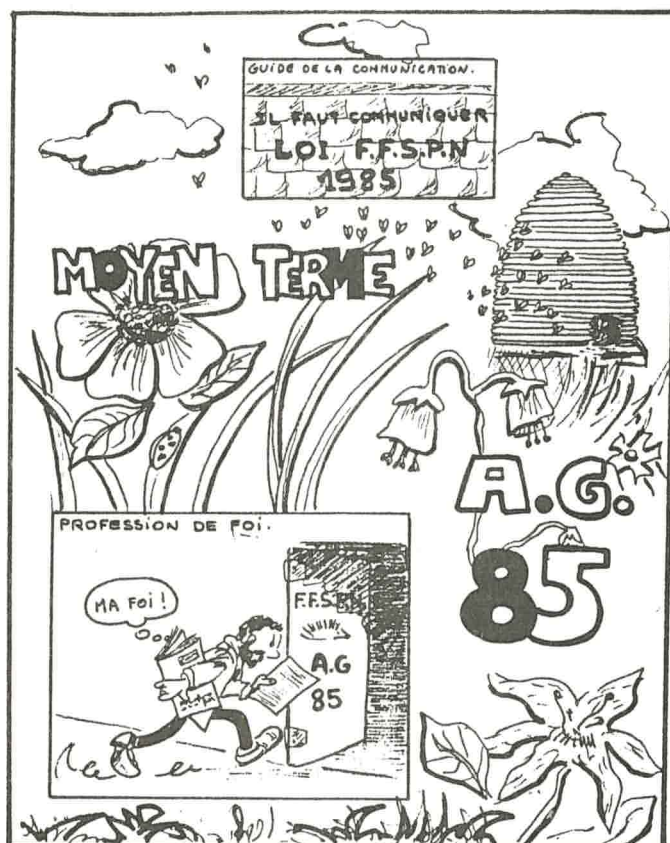
FORMATION ☐

INFORMATION ☐

OPTION CHOISIE Samedi + dimanche 160 F ☐
Samedi + dimanche + lundi 240 F ☐

JE PRENDRAI LA NAVETTE PARTANT à 8 h 30 ☐
13 h 20 ☐
14 H 45 ☐

Ci-joint un chèque de 50 F à l'ordre de la SEPNB



— tourisme —

LES CHARTES INTERCOMMUNALES DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT

La loi du 7 janvier 1983 sur la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat - par le biais de son article 29 - prévoit que les communes pourront élaborer et approuver des chartes intercommunales de développement et d'aménagement.

Une nouvelle procédure. En quoi? Pourquoi?
Qu'apporte-t-elle?

Fait nouveau, l'initiative de la création des chartes intercommunales et la conduite de la procédure d'élaboration relèvent de la compétence des communes. Elles ont donc libre choix.

Les communes déterminent elles-mêmes le contenu des chartes intercommunales. Elles s'associent à leur gré et choisissent les modalités de concertation : concertation avec l'Etat, la Région, le département; concertation avec les organismes économiques, sociaux et professionnels qui le demandent.

ROLE DE LA CHARTE INTERCOMMUNALE :

Les chartes intercommunales ont pour rôle :

1/ de définir les perspectives à moyen terme du développement économique, social et culturel des communes associées;

2/ de déterminer les programmes d'action correspondant à ces orientations choisies ou prévues par les communes ;

3/ de préciser les conditions d'organisation et de fonctionnement des équipements et des services publics concourant à l'élaboration ou à la réalisation de ces orientations et programmes.

Ces chartes peuvent s'établir aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

En milieu rural, cette charte se substitue au P.A.R.

Un territoire à l'équilibre fragile et au patrimoine naturel et culturel riche faisant l'objet de charte intercommunale peut être classé en parc naturel régional.

L'initiative de cette procédure en revient à la région avec l'accord du département et des communes concernées.

Le C.I.A.T. (du 20 décembre 1982 et 27 juillet 1983) a arrêté un programme expérimental de 12 chartes dont font partie le Parc du Morvan et celui du Pilat.

Ces premières expériences ont montré que ces chartes se caractérisent pour leurs unités communes (soit géographique, soit économique), elles sont toutefois très différentes les unes des autres.

En effet, cette loi ne fait que dresser un cadre.

Les chartes intercommunales sont donc ce que les communes en font.

A nous de faire en sorte qu'elles prennent l'environnement bien en compte.

Pour plus d'informations plus détaillées, demander la bibliographie au réseau "Tourisme".

— ministère —

DECLARATION D'HUGUETTE BOUCHARDEAU

Des milliers de jeunes se sentent exclus. Le dispositif T.U.C. permet une solidarité concrète qui s'adresse aux "gens de chez soi", à l'initiative des acteurs locaux, collectivités locales, associations ou établissements publics. Une tâche d'utilité collective, c'est une occasion pour un jeune qui n'a pas d'expérience professionnelle et qui souvent est en situation d'échec scolaire, de réaliser quelque chose, de "voir le but de ses actes".

Je crois, en particulier, que le contact avec le milieu associatif, c'est à dire avec des gens passionnés, des hommes et des femmes d'action qui veulent obtenir des résultats, est un élément formidable de qualification sociale pour les jeunes, leur donnant le goût d'agir et d'entreprendre.

Dans le même temps, de nombreux besoins dans le domaine de l'Environnement ont été délaissés par la société industrielle. Le travail d'entretien du patrimoine se faisait de manière invisible. Et aujourd'hui, on s'aperçoit que sa disparition met en danger notre cadre de vie. La ville est souvent hostile. Les T.U.C. peuvent ainsi permettre aux jeunes de se réapproprier leur cadre de vie, ou de redécouvrir l'espace rural.

L'Environnement, c'est par excellence le domaine de l'utilité collective. Je suis certaine que les T.U.C. sont l'occasion d'expérimenter de multiples activités, dont certaines donneront naissance à des emplois durables.

Bref, les T.U.C doivent permettre de briser la spirale de la nature délaissée et de la ville hostile.

Mes services agiront comme conseil technique auprès des acteurs locaux et favoriseront la mise en place de réseaux d'information permettant de faire bénéficier les uns de l'expérience des autres, l'Etat jouant simplement le rôle de "faciliteur" des expériences.

Aujourd'hui, de multiples initiatives sont prises grâce aux élus, aux associations et aux établissements publics. C'est cela la solidarité au quotidien.

Environnement : ministère (personnel).

54095. — 30 juillet 1984. — **M. Roger Lassale** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'environnement** sur l'intérêt que présenterait la création d'un « corps de fonctionnaire » de l'environnement. Une telle initiative recueille l'assentiment commun des personnels concernés et du gouvernement. Pourtant, il semble que des difficultés retardent encore la mise en application de cette décision. Aussi, il lui demande si elle peut lui indiquer quels obstacles demeurent et quels moyens elle compte utiliser pour satisfaire dans un délai rapide le souhait unanime des personnels de l'environnement.

Réponse. — Le ministre de l'environnement accorde la plus grande importance à la création d'un corps technique de fonctionnaires propre à l'environnement. Un projet cohérent comportant un ensemble de trois corps techniques de catégories B et C a été communiqué aux administrations compétentes le 25 octobre 1983. Ces trois corps nouveaux devraient regrouper les personnels techniques ayant vocation à être titularisés en catégories B et C, actuellement répartis dans les établissements publics placés sous la tutelle du ministère de l'environnement. Ces corps doivent constituer le moyen de susciter dans la fonction publique de l'Etat, voire dans la fonction publique territoriale, une filière de l'environnement. Le ministre de l'environnement partage le sentiment de l'honorable parlementaire quant à l'intérêt d'une administration solide de l'environnement.

Source : Débats parlementaires. Assemblée Nationale
J.O. Questions écrites. 3.12.84

UNE BONNE IDÉE!

La SEPNEB a conclu un accord avec Ouest France et régulièrement, ce journal insère des "pavés" contenant des slogans sur la protection de la Nature (cf quelques exemples ci-dessous). Pourquoi ne pas le faire avec vos quotidiens ou hebdomadaires locaux ?

**L'eau est une ressource vitale
et irremplaçable
Il faut la garder pure
et l'économiser**

Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne

CHASSEURS...

Ne tirez jamais sur un animal imparfaitement reconnu !

Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne

PRÉSERVONS LES DUNES

**Les dunes nous protègent naturellement de la mer.
Milieu mouvant, le tapis végétal les fixe. Protégeons les dunes en préservant le tapis végétal : pas de circulation automobile, pas de « moto verte », pas de camping, pas d'extraction de sable...**

Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne

**La nature est un monde
en équilibre !
Il n'y a ni espèce utile
ni espèce nuisible !**

Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne

Ouest-France 751

7-11-84

**L'eau est une
ressource vitale
et irremplaçable
Il faut la garder pure
et l'économiser**

SEP.NB.

CHASSEURS...

Ne tirez jamais
sur un animal
imparfaitement reconnu !

SEP.NB.

OUEST FRANCE

**Aimer la nature
c'est la respecter**

SEP.NB.

OUEST FRANCE

**La nature est un
monde en équilibre
Il n'y a ni espèce
utile
ni espèce nuisible**

SEP.NB.

OFFREZ UN POSTER...

La FRAPEC édite une série de 4 posters en couleur réalisés par des artistes régionaux. Trois d'entre eux évoquent une région naturelle du Centre, d'un intérêt écologique majeur, il s'agit de "la Loire, dernier fleuve sauvage en sursis", "La Brenne, une richesse naturelle à sauvegarder", "La Sologne, une richesse naturelle à sauvegarder". Le quatrième, "région Centre, un patrimoine naturel à conserver", présente quelques espèces parmi les plus caractéristiques de notre région.

De réalisation soignée, ces posters sont d'une qualité décorative et d'un intérêt éducatif certains.

LA LOIRE, DERNIER FLEUVE SAUVAGE EN SURSIS

Aquarelle de Philippe Legendre, de format 60 x 80 cm, en quadrichromie, représentant les qualités paysagères et écologiques de ce fleuve.

Prix de vente : 30,00 F

LA SOLOGNE : UNE RICHESSE NATURELLE A SAUVEGARDER

Pastel de Claude Henry, de format 55 x 75cm, en quadrichromie, représentant un paysage de Sologne

prix de vente : 30,00 F

REGION CENTRE : UN PATRIMOINE NATUREL A CONSERVER

Aquarelle de Philippe Legendre Kvater, de format 60 x 80 cm, en quadrichromie, représentant les espèces les plus caractéristiques de la région Centre.

prix de vente : 35,00 F

LA BRENNES : UNE RICHESSE NATURELLE A SAUVEGARDER.

Prix de vente : 30,00 F

Les associations membres de la FFSPN peuvent bénéficier du prix dégressif à partir de l'achat de 10 posters.

Pour passer commande, écrire ou téléphoner à

FRAPEC,
11, rue des Trois clés
45000 ORLEANS

tél. (38)53.06.14



—stages—

Le Centre Permanent d'Initiation à l'Environnement du TEICH, situé à l'entrée du Parc Ornithologique et en bordure du delta de l'Eyre, est une base idéale pour l'étude des oiseaux. Il en a donc fait sa principale vocation et il organise des séjours d'ornithologie s'adressant tant aux débutants qu'aux initiés.

Deux formules sont proposées :

- soit un week-end de découverte :
19/20 janvier (hivernage)
13/14 Avril (nidification)
16/17 novembre (migration)

Prix : 300 F (pension complète)

- soit un stage :
16-19 Mai (nidification)
31/08 - 3/09 (migration)

Prix : 650 F (pension complète)

Nombre de participants : limité à 20.
Date d'inscription : 10 jours avant séjour.

Pour plus de renseignement, écrire ou téléphoner

CPIE du TEICH
BP 11
33470 LE TEICH
Tél. 56.22.80.93

Le COSILYO-FRAPNA Rhône vient de publier une brochure intitulée "incidence des dragages en lit mineur sur l'écosystème aquatique de la Saône". Il s'agit d'une excellente étude. S'adresser à "Cosilyo-Frapna Rhône"- 39, quai St Vincent - 69001 LYON



POLLUTION (Suite de la p. 16)

Cela pour tous les vivants et sans tenir compte des effets oculaires, respiratoires ou digestifs éventuels. Ces insecticides sont dérivés des gaz de combat mis au point dans des recherches militaires (sarin, tabun). Une usine d'insecticides peut donc être rapidement reconvertie en usine pour la guerre chimique.

3) Les relations Nord Sud.

L'expédition de pesticides dans le Tiers Monde est une bonne affaire pour l'industrie chimique. Bien que la plupart des pesticides ait été mis au point pour les zones tempérées, les produits sont présentés par l'industrie et les revendeurs locaux comme de véritables potions miracle. Le mode et les précautions d'emploi ne sont pas toujours précisés, en tout cas dans un langage accessible à l'utilisateur final, qui a d'ailleurs tendance à surdoser plutôt qu'à sous-doser, comme dans nos campagnes. Une récente conférence mondiale consacrée à l'exportation des pesticides (Schneverdigen, mai 1983) a avancé le nombre de 50 morts par jour dans le Tiers Monde par mauvaise utilisation des pesticides. Un réseau international d'action a été monté (le Pan, pesticide action network) dont le premier objectif est d'obtenir des multinationales de l'industrie chimique un code de bonne conduite, établissant clairement que les pays importateurs, dûment informés, souhaitent néanmoins produire ou utiliser tel ou tel pesticide.

B.LALONDE

—documentation—

Le dossier d'Europe Environnement du 10 décembre 84 (n°222) est intitulé "rapport sur la limitation de polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion". Il peut être consulté à la FFSPN Paris ou photocopié contre 25,00 F (frais de port et de photocopies).

L'UMINATE a édité une plaquette remarquable sur "l'impact des dragages dans le lit mineur de la Garonne, motivant la proposition d'arrêt des extractions" (avril 84). Ce document peut être obtenu pour 10,00 F (+ port) à UMINATE-47, rue Arago - 31500 TOULOUSE

formation ffspn

■ DU 16 AU 19 JANVIER 1985

INFORMATIQUE ET ASSOCIATION DE PROTECTION DE LA NATURE

RÉGION DE CAEN - CONTACT CREPAN/FFSPN

POUR DES RAISONS DE RÉSERVATION, NOUS DEMANDONS AUX PARTICIPANTS POTENTIELS DU STAGE INFORMATIQUE DE NOUS FAIRE PARVENIR UNE PRE-INSCRIPTION DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS.

CETTE SESSION SE DÉROULERA DANS LE CADRE DU SALON INFORMATIQUE DE CAEN.

PRIX ADHÉRENTS, DRAE, COLLECTIVITÉS: 300,00 F
AUTRES : 2 000,00 F

■ MERCREDI 30 ET JEUDI 31 JANVIER 1985

REMEMBREMENT ET PQPN - LORRAINE

CONTACT : FLORE 16 (8)776.30.46

PRIX ADHÉRENTS, DRAE, COLLECTIVITÉS : 80,00 F
AUTRES : 150,00 F

■ 2 ET 3 FÉVRIER 1985

WEEK-END SUR LES TUC - PARIS

PRIX ADHÉRENTS, DRAE, COLLECTIVITÉS: 100,00 F
AUTRES : 300,00 F

■ DU LUNDI 25 FEV. AU MARDI 2 MARS 1985

MARKETING ET ASSOCIATIONS

CENTRE RÉGIONAL D'ANIMATION -
CIREY LES BELLEVEAUX - 70190 RIOZ

PRIX ADHÉRENTS, DRAE, COLLECTIVITÉS: 350,00 F
AUTRES : 1000,00 F

CE STAGE A POUR BUT DE DÉVELOPPER UN CERTAIN SAVOIR-FAIRE DONT L'OBJECTIF EST D'AMÉLIORER LA CAPACITÉ DE L'ASSOCIATION À ANALYSER, COMPRENDRE ET PLANIFIER SES ACTIVITÉS.

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES.

■ DU LUNDI 11 AU JEUDI 14 MARS 1985

COMPTABILITE ET GESTION D'ASSOCIATION - PERFECTIONNEMENT - PARIS

PRIX ADHÉRENTS, DRAE, COLLECTIVITÉS: 320,00 F
AUTRES : 1000,00 F

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES

■ 16 ET 17 MARS

ELUS D'ASSOCIATION - PARIS

- LA GESTION FINANCIÈRE
 - . LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE
 - . LES MOYENS DE FINANCEMENT
- LA GESTION DU PERSONNEL
- LA DÉCENTRALISATION : ENJEUX
 - . LA PARTICIPATION
 - . RÔLE POLITIQUE DES ASSOCIATIONS
- LE RÔLE DE L'ÉLU ASSOCIATIF/SA RESPONSABILITÉ
- LE C.A.
 - . LE BUREAU
 - . LES COMMISSIONS
 - . LA CONDUITE DE RÉUNION
 - . L'A.G

PRIX ADHÉRENTS, DRAE, COLLECTIVITÉS: 100,00 F
AUTRES : 300,00 F

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES.